

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 4 août 1982, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur le débit de boissons spiritueuses et la taxe de patente", amendé par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances le 7 septembre 1982, et en ayant délibéré dans ses séances des 25 août, 30 août, 13 septembre, 15 septembre, 28 septembre et 4 octobre 1982, a donné le 4 octobre 1982 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 4e augustus 1982 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het slijten van geestrijke dranken en de patentbelasting", door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën op 7 september 1982 geamen-deerd, heeft zich daarover bera-den ter vergadering van 25 augustus, 30 augustus, 13 september, 15 september, 28 september en 4 oktober 1982, en heeft de 4e oktober 1982 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS PREALABLES.

1. De nombreuses dispositions de l'avant-projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat reproduisent des dispositions de la législation concernant les débits de boissons fermentées, coordonnée le 3 avril 1953. Les avantages d'une symétrie aussi complète que possible entre deux législations dont les objets sont voisins et qui sont destinées à être appliquées par la même administration, sont évidents. Le Conseil d'Etat s'est abstenu, pour cette raison, de proposer des modifications de forme qui, heureuses en elles-mêmes, auraient compromis la symétrie recherchée.

2. Le texte néerlandais des dispositions légales coordonnées le 3 avril 1953 contient toutefois des incorrections ou des imprécisions terminologiques si graves (1) qu'il n'a pas paru possible de les répéter dans l'avant-projet et que le Conseil d'Etat a été amené à proposer à la fin de son avis un nouveau texte néerlandais pour l'ensemble des articles.

C'est par une adaptation des dispositions légales coordonnées le 3 avril 1953 à la nouvelle terminologie de l'avant-projet que la symétrie souhaitable entre les deux législations devrait être rétablie. Aussi est-il proposé :

.../...

(1) La plus grave de ces imperfections est sans doute que la plupart de ces dispositions coordonnées utilisent les termes "slijten", "slijterij" et "slijter" dans une acception diamétralement opposée à celle que leur attribue le langage courant. En effet, à la différence des termes français "débit", "débit" et "débitant", les termes néerlandais précités ne sont employés correctement que lorsqu'il s'agit de la vente au détail de denrées à consommer ailleurs (cfr. Van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse Taal, et Koenen-Endepols, Verklarend Hand-woordenboek der Nederlandse taal). Comme le présent projet vise uniquement la vente au détail de boissons à consommer sur place, la proposition de texte faite par le Conseil d'Etat utilise respectivement les termes "drank verstrekken", "drankgelegenheid" (qui est d'ailleurs le terme de l'article 382 du Code pénal) et "houder van een drankgelegenheid".

- a) de remplacer l'intitulé qui précède l'article 24 (devenant 27) par l'intitulé suivant : "Dispositions transitoires et finales";
- b) d'insérer dans le projet un article 28 ainsi rédigé :

"Article 28.-

Le Roi est autorisé à modifier le texte néerlandais des dispositions légales concernant des débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953, pour le mettre en concordance avec la terminologie néerlandaise utilisée dans la présente loi; les modifications à apporter aux dispositions coordonnées précitées peuvent comporter le remplacement d'articles".

3. Il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat par les délégués du Gouvernement que, dans l'intention de celui-ci, les législations concernant respectivement les débits de boissons fermentées et les débits de boissons spiritueuses sont appelées à coexister, non à se superposer l'une à l'autre. Ainsi, même si l'éventualité en paraît peu probable, il n'est pas exclu qu'un établissement débite des boissons spiritueuses, mais non des boissons fermentées et qu'il soit, par conséquent, assujetti à la taxe de patente, sans l'être à la taxe d'ouverture. Venant s'ajouter aux inconvénients, maintes fois dénoncés, de la législation par référence, cette considération conduit à approuver la méthode suivie pour la rédaction de l'avant-projet, même si cette méthode aboutit à la répétition de règles déjà énoncées au sujet des débits de boissons fermentées.

.../...

DISPOSITIF.Article 1er.

Le paragraphe 1er ne contient pas de disposition normative. Il doit être omis et les signes § 1er et § 2 doivent, par conséquent, être supprimés.

Le 2° du paragraphe 2 (qui devient l'unique alinéa de l'article) serait mieux rédigé comme suit :

"2° débitant, la personne physique ou morale qui, à quelque titre que ce soit et pour son propre compte, exerce une activité dont l'objet ou l'un des objets est de servir, dans un lieu ou un local visé à l'article 2, § 1er, des boissons à consommer sur place, quelle qu'en soit la nature".

Article 2.

Au paragraphe 1er, les mots "pour le débitant" qui créent une équivoque, devraient être supprimés, de l'accord des délégués du Gouvernement.

Au paragraphe 2, alinéa 2, le débitant doit connaître de manière précise le service auquel il doit adresser sa déclaration. Le mot "services" ne doit donc pas figurer au pluriel dans le texte.

Le texte suivant est proposé :

"Pour obtenir la patente, le débitant doit en faire la demande, quinze jours au moins avant de commencer son exploitation, en adressant une déclaration au service désigné par le Ministre des Finances".

.../...

Au paragraphe 2, alinéa 3, les mots : "d'un plan - daté et signé par le déclarant -" devraient faire l'objet d'un 1°, les actuels 1° et 2° devenant en ce cas 2° et 3°. Cette présentation ferait mieux apparaître que la déclaration doit comporter trois annexes.

Pour le surplus, le texte néerlandais serait mieux rédigé comme suit :

"1° een door de aangever gedagtekend en ondertekend plan;".

Le projet n'indique pas quelle partie de l'immeuble affectée au débit de boissons spiritueuses doit figurer sur le plan. Il est donc moins précis à cet égard que les lois coordonnées de 1953 (article 9, § 2, modifié par la loi du 6 juillet 1967, et article 23, § 1er, combinés). On peut se demander s'il ne se recommanderait pas de compléter le projet sur ce point.

Au paragraphe 2, alinéa 3, 1° (qui deviendrait 2°), il faut écrire, dans le texte français : "les conditions arrêtées en exécution de l'article 5".

Au 2° (devenant 3°), les personnes pour lesquelles un certificat de moralité doit être produit sont désignées dans le projet comme les personnes habitant avec le débitant et qui "peuvent" participer à l'exploitation du débit. Dans les lois coordonnées (article 23, § 1er, alinéa 2, 2°), il s'agit des personnes qui "pourraient" participer à une telle exploitation. Ce conditionnel rend mieux que l'indicatif présent la notion d'éventualité que les textes impliquent manifestement l'un et l'autre.

.../...

Le débit ambulant et le débit occasionnel visés au paragraphe 2, alinéa 4, ne sont pas couverts par les définitions données à l'article 9, § 6 et § 7, puisque ces dernières dispositions précisent que les définitions qu'elles donnent ne valent que pour l'application du paragraphe 3, 1° et 2°, du même article. On peut se demander si ces définitions ne devraient pas valoir pour l'ensemble de la loi et figurer, par conséquent, à l'article 1er.

Il ressort des informations données au Conseil d'Etat qu'aussi bien à l'article 2, § 2, alinéa 5, qu'à l'article 6, les mots "personne interposée" visent, dans l'intention du Gouvernement, non seulement les personnes par l'intermédiaire desquelles le débit pourrait être exploité, mais, plus généralement, comme à l'article 2, § 1er, des lois coordonnées le 3 avril 1953, les personnes qui participent, d'une manière quelconque, à l'exploitation du débit. Cependant, pas plus qu'en vertu de ces lois coordonnées, un certificat de moralité ne serait systématiquement exigé pour ces personnes contrairement à ce que porte le texte du projet.

Dès lors, l'alinéa 5 devrait être rédigé comme suit :

"La déclaration doit indiquer également les nom et prénoms des personnes qui participent, d'une manière quelconque, à l'exploitation du débit. Le remplacement de ces personnes doit faire l'objet d'une déclaration préalable au service qui a reçu la déclaration initiale".

L'alinéa 6 devrait annoncer qu'il existe un recours non seulement contre la non-délivrance des certificats mais également contre le refus de les délivrer.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Un recours est ouvert au débiteur contre le refus de délivrance ou la non-délivrance des certificats dans le mois de la demande; il est adressé au Ministre de la Justice lorsqu'il s'agit du certificat de moralité et au Ministre qui a la santé publique dans ses attributions lorsqu'il s'agit du certificat d'hygiène. Le Ministre ou son délégué statue au fond sur le recours".

Le texte ci-après est proposé pour le paragraphe 3. Il s'inspire en partie de l'article 20 et de l'article 20bis de l'arrêté royal du 30 juin 1966 relatif au statut des agences de voyage. En ce qui concerne la fermeture, il s'efforce d'être mieux en harmonie avec les articles 6 et 17 du projet :

"§ 3. Un panonceau est délivré par l'administration au titulaire de la patente. Il reste la propriété de l'Etat. Il doit être apposé visiblement sur l'établissement, à proximité de l'entrée destinée au public.

En cas d'abandon d'activité, de retrait de la patente, ou de déchéance temporaire ou définitive du droit de débiter des boissons spiritueuses, le panonceau doit être restitué dans les trente jours".

+

On observera que l'article ne précise pas quelles pourraient être les obligations du débiteur en cas de changement des lieux affectés au débit de boissons. Or, ce changement peut être de nature à modifier, d'une part, la valeur locative prise en considération pour le calcul du montant de la patente et, d'autre part, les conditions d'hygiène visées à l'article 5.

.../...

Il s'agit là d'une lacune qui devrait être comblée aussi bien en ce qui concerne la déclaration de changement qu'à l'égard de la date à laquelle elle produira ses effets.

+

Article 3.

Les mots : "de boissons à consommer sur place" peuvent être omis eu égard à la définition retenue à l'article 1er pour le mot "débitant".

Article 4.

Pour simplifier le texte et prévenir une équivoque qu'il n'est pas dans l'intention du Gouvernement de susciter, mieux vaudrait intégrer la règle de l'alinéa 4 dans l'alinéa 1er en écrivant :

"Dans les débits de boissons installés sur la voie publique ou situés sur le domaine des autoroutes, il est interdit de servir, même à titre gratuit, des boissons spiritueuses".

A l'alinéa 2, on n'aperçoit pas ce que l'adverbe "intégralement" ajoute à l'idée exprimée.

A l'alinéa 3, il conviendrait de préciser que l'autorisation doit être spéciale et qu'elle doit émaner du collège des bourgmestre et échevins (1). Ce membre de phrase serait d'ailleurs mieux à sa place en tête de la disposition :

.../...

(1) ou du gouverneur de la province si, comme l'ont laissé entendre les délégués du Gouvernement, celui-ci croit devoir amender son projet en ce sens.

"Sauf autorisation spéciale du collège des bourgmestre et échevins (1), l'interdiction de servir, même à titre gratuit, des boissons spiritueuses s'applique également ... (la suite comme à l'alinéa 3 du projet)".

Article 5.

L'article 5 des lois coordonnées de 1953 attribue au Roi le pouvoir de déterminer les conditions de salubrité et de moralité que doit réunir tout débit de boissons fermentées.

Il entre dans les intentions du Gouvernement de prévoir les mêmes conditions pour les débits de boissons spiritueuses, alors surtout que de tels débits seront aussi le plus souvent des débits de boissons fermentées. Dès lors, les divergences qui apparaissent entre le texte de l'article 5 des lois coordonnées de 1953 et l'article 5 du projet sont de nature à susciter des difficultés.

Ainsi, d'une part, les conditions de salubrité et de moralité sont déterminées par le Roi pour les débits de boissons fermentées tandis qu'elles devraient l'être, pour les débits de boissons spiritueuses, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

D'autre part, l'article 5 des lois coordonnées de 1953 prévoit que les conditions déterminées par le Roi constituent un minimum de réglementation que les autorités communales conservent le droit de renforcer ou d'étendre. Cette intervention communale n'est pas prévue dans le projet.

Les intentions du Gouvernement sembleraient dès lors mieux traduites par une reproduction pure et simple de l'article 5 des lois coordonnées de 1953.

.../...

- - - - -

(1) ou du ~~gou~~verneur de la province si, comme l'ont laissé entendre les délégués du Gouvernement, celui-ci croit devoir amender son projet en ce sens.

Article 6.

Sous réserve d'adaptations de caractère limité, exigées par le fait que le projet règle une matière distincte de celle à laquelle ont trait les dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées par l'arrêté royal du 3 avril 1953, l'article 6 du projet reproduit l'article 1er de ces lois coordonnées, tel qu'il a été modifié par la loi du 6 juillet 1967.

L'article 6 du projet porte que "ne peuvent être débitants de boissons spiritueuses à consommer sur place" les personnes qui se trouvent dans un des cas énumérés par l'article, et notamment les personnes qui ont été frappées d'une des condamnations indiquées (2° à 6°).

La portée de l'article est double : il empêche les personnes se trouvant dans un des cas énumérés d'obtenir la patente prévue par le projet; en outre, il a pour effet d'interdire à la personne qui a obtenu une patente mais qui ultérieurement viendrait à se trouver dans un des cas visés, de continuer à tenir un débit de boissons spiritueuses.

I. Selon une jurisprudence constante et une doctrine unanime, les dispositions contenues dans l'article 1er des lois coordonnées le 3 avril 1953 ont cette portée que si la personne qui tient un débit de boissons fermentées est frappée d'une des condamnations mentionnées, elle tombe de plein droit sous le coup de l'interdiction de poursuivre ladite activité professionnelle, sans qu'il faille à cet effet, ni un jugement prononçant une peine accessoire, ni une décision quelconque de l'autorité admi-

.../...

nistrative. Comme la Cour de cassation l'a énoncé dans son arrêt du 17 septembre 1934, "l'interdiction en pareil cas résulte du seul effet de la loi sans qu'il y ait lieu pour le juge de la prononcer" (1) (2). Le Conseil d'Etat interprète les dispositions légales indiquées de la même manière. Dans son arrêt du 20 avril 1972, n° 15.265/Vie, il déclare : "... que l'interdiction de tenir un débit de boissons fermentées frappe de plein droit celui qui a été condamné à une peine non conditionnelle d'emprisonnement principal ou d'amende supérieure à 50 francs, pour des infractions visées à l'article 1er, 3°, de l'arrêté royal du 30 avril 1953 sans qu'il soit requis que l'interdiction ait été prononcée par jugement; qu'aucune décision administrative n'est nécessaire pour "déclarer" la déchéance; que l'administration est sans pouvoir en cette matière, aucun de ses actes n'étant susceptible de modifier en ce cas les droits des particuliers; que quelle que soit leur formulation, les décisions qu'elle est amenée à prendre ont la nature d'avis ou d'avertissements; que de tels actes ne sont pas susceptibles de faire l'objet d'un recours en annulation" (3). La même solution avait déjà été adoptée par un arrêt du Conseil d'Etat du 10 janvier 1952, n° 1244/Vie (4).

.../...

(1) Pas. 1934, I, 380. Voir également : Cass. 24 septembre 1956, Pas. 1957, I, 42 et Cass. 25 février 1963, Pas. 1963, I, 697.

(2) Voir déjà Corr. Huy, 11 juillet 1927, Pas. 1928, III, 91.

(3) Rec. p. 283.

(4) Rec. p. 13.

Les auteurs se prononcent dans le même sens (1); certains d'entre eux précisent qu'en vertu de la loi, l'interdiction résulte également de plein droit des faits autres que des condamnations, qui sont énumérées à l'article 1er des lois coordonnées par l'arrêté royal du 3 avril 1953 (2).

Comme l'observation en a été faite plus haut, sous réserve de quelques adaptations, l'article 6 du projet reproduit l'article 1er des lois coordonnées par l'arrêté royal du 3 avril 1953. L'article 6 du projet doit donc être interprété en ce sens, qu'à l'instar dudit article 1er des lois coordonnées, il établit des interdictions de plein droit, qui frappent les débitants de boissons spiritueuses sans qu'elles doivent être prononcées par le juge ni faire l'objet d'une décision de l'autorité administrative.

II. Lorsque la loi ne prévoit pas de limite pour la durée de l'interdiction d'une activité, cette interdiction a un caractère perpétuel.

Il est toutefois permis d'admettre une dérogation au principe indiqué lorsque la cause de l'interdiction est d'une nature telle que la disparition de cette cause doit être considérée comme imposant la levée de l'interdiction.

.../...

(1) Voir notamment :

J. CONSTANT, V° "Spiritueuses (Régime des boissons ...)", n° 384, Répertoire pratique de droit belge, Bruxelles, Bruylant, Paris, L.G.D.J. 1951.

P.E. TROUSSE, Droit pénal, Tome I, Vol. I, n° 1163.
LES NOUVELLES, Bruxelles, Larcier, 1956.

R. SCREVEN, "L'interdiction professionnelle en droit pénal", n° 235, Bruxelles. Les Editions de la Librairie encyclopédique 1957.

(2) Voir notamment R. SCREVEN, loc. cit.

a) L'article 1er, 1°, des lois coordonnées par l'arrêté royal du 3 avril 1953 interdit de tenir des débits de boissons fermentées à ceux qui n'ont pas acquitté la totalité des taxes relatives à ces débits de boissons, dont ils sont redevables en application des lois coordonnées. Mais le même article 1er, 1°, ajoute, en un alinéa 2, que "Cette déchéance est levée à partir du paiement de ces impositions, une nouvelle taxe d'ouverture étant due pour les débits rouverts après avoir été fermés pendant un an au moins". Bien que, pour le motif exposé plus haut, une interdiction provoquée exclusivement par le défaut de paiement de la patente, doive être considérée comme cessant ses effets en cas d'acquiescement de celle-ci (1), il est souhaitable, dans un but de sécurité juridique, de compléter le projet par une disposition énonçant la règle (2).

b) Compte tenu de la justification de l'article 6, 8°, il serait raisonnable d'admettre que l'interdiction prenne fin à partir du moment où celui qui tient un débit de boissons spiritueuses aura fait en sorte que l'installation de ce débit de boissons ait été rendue conforme à la disposition citée, soit qu'une voie d'accès propre ait été aménagée pour le bureau de placement, d'affrètement ou d'embauchage, soit que le débit de boissons ait été transféré dans un immeuble où ne se trouve pas un tel bureau.

Selon le projet, les interdictions de tenir un débit de boissons spiritueuses qui résultent de plein droit de l'article 6 ont donc un caractère perpétuel, sauf dans le cas prévu au 1° et dans le cas prévu à l'8°.

.../...

— — — — —
(1) Telle est la solution qui doit se déduire de l'article 17, § 2, du projet.

(2) L'article 17, § 2, du projet prévoit sans doute que la fermeture du débit cessera d'avoir effet après le paiement de la patente et des amendes. Mais cette disposition ne suffit pas parce qu'elle concerne la fermeture du débit. Comme on le précisera, à propos de l'article 17, cette dernière mesure est distincte de l'interdiction prévue par l'article 1er du projet : elle constitue une peine accessoire et a un "caractère réel".

III. Pour discerner la portée exacte des dispositions de l'article 6 du projet, il est nécessaire de les comparer avec d'autres dispositions qui ont un objet distinct mais similaire.

a) L'article 6, 3°, du projet interdit de tenir un débit de boissons spiritueuses aux personnes qui ont été condamnées pour une des infractions énumérées par la disposition et notamment pour une infraction aux articles 379 à 381 du Code pénal.

1. L'article 382, alinéa 2 (1), du même Code dispose que dans les cas prévus aux articles 379, 380, 380bis, 380ter, 381, les tribunaux pourront interdire, pour un terme de un à trois ans, certaines activités aux condamnés et notamment celle d'exploiter un "débit de boissons". Il s'agit ici d'une peine accessoire qu'il appartient au juge de prononcer et au sujet de laquelle celui-ci dispose, dans les limites fixées par la loi, d'un pouvoir d'appréciation (2).

L'article 382, alinéa 2, du Code pénal, habilite le juge à interdire au condamné d'exploiter tout débit de boissons quelconques. Comme le déclare un jugement du 29 juin 1962 du tribunal correctionnel de Bruxelles, "l'interdiction prononcée par l'article 382, alinéa 3, du Code pénal ne spécifie nullement qu'il doit s'agir d'un débit de boissons alcoolisées seulement" (3).

Il n'y a donc pas de contradiction entre l'article 6, 3°, du projet et l'article 382, alinéa 2, du Code pénal.

.../...

— — — — —

(1) Originellement l'alinéa 3 introduit par la loi du 21 juin 1948, devenu l'alinéa 2 par l'effet de la disposition abrogatoire contenue à l'article 90, 2°, de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

(2) R. SCREVEN, op. cit. n° 192.

(3) J.T. 1962, p. 661 avec observations J. DU JARDIN. Voir également : M. RIGAUX et P.E. TROUSSE, "Les crimes et les délits du Code pénal", Tome cinquième, pages 352-359, 369, 395-397, Bruxelles, Bruylant; Paris L.G.D.J. 1968.

2. De même, c'est l'interdiction de vendre ou de débiter des boissons quelconques qui est prévue par les articles 10 et 11 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse (1). Cette interdiction est établie, soit à titre de peine accessoire, soit à titre de mesure administrative, respectivement par l'article 10 et par l'article 11 de l'arrêté-loi.

b) En revanche, c'est exclusivement l'interdiction d'être débitant de boissons fermentées qui est portée, pour une série de cas semblables à ceux qui sont énumérés à l'article 6 du projet, par les dispositions formant l'article 1er des lois concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées par l'arrêté royal du 3 avril 1953, article qui a déjà été cité plus haut.

IV. Certaines interdictions de tenir un débit de boissons ont un caractère temporaire. Il en est ainsi dans des cas où cette interdiction constitue une peine accessoire (2) et dans des cas où elle constitue une mesure administrative (3).

.../...

- (1) Telle était déjà la portée reconnue au mot "boissons" dans l'article 14, alinéa 3, de la loi du 16 août 1887 concernant l'ivresse publique, disposition qui a été reprise par l'article 11 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 (Corr. Liège, 2 juillet 1982, Pas. 1892-III-366).
- (2) Code pénal, article 382, alinéa 2; arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, article 10, alinéa 1er, 2°, modifié par la loi du 15 avril 1958.
- (3) Arrêté-loi du 14 novembre 1939 précité, article 11, alinéas 3 et 4.

Au contraire, comme les interdictions prévues par l'article 1er, 2° à 8°, des lois coordonnées du 3 avril 1953, les interdictions prévues par l'article 6, 2° à 7°, du projet ont, à défaut de texte leur fixant une limite dans le temps, un caractère perpétuel comme l'observation en a été faite au II.

a) Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si, dans le souci de ne pas apporter une restriction excessive à un droit des intéressés et de favoriser le reclassement de ceux-ci, il ne conviendrait pas de fixer une limite à la durée de la mesure d'interdiction (1) (2).

b) Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier également si, eu égard au caractère très ancien des faits, il se justifie encore de frapper d'une interdiction ceux qui ont tenu une maison de débauche ou un établissement de prostitution clandestin avant le 24 septembre 1948.

Sur les deux points indiqués, il y aurait lieu de mettre, le cas échéant, le régime prévu par l'article 1er des lois coordonnées par l'arrêté royal du 3 avril 1953 en harmonie avec le régime retenu dans l'article 6 du projet.

+

.../...

-
- (1) Il paraît difficile de déduire de la décision de la Commission européenne des droits de l'homme du 9 juin 1958, en cause Raymond DE BECKER, que serait contraire à la Convention, toute interdiction de caractère perpétuel, quelle que soit la nature du droit qui en ferait l'objet.
 - (2) L'interdiction définitive peut, sous certains aspects, favoriser le reclassement du condamné en l'excluant de l'exercice d'activités particulièrement dangereuses pour lui.

De l'accord des fonctionnaires délégués, l'alinéa 2 (devenant l'alinéa 1er) devrait être rédigé d'une manière à la fois plus large et plus précise dans les termes suivants :

"Le fait de servir, même à titre gratuit, à des mineurs de moins de dix-huit ans des boissons spiritueuses à consommer sur place, est interdit dans tous les lieux et locaux visés à l'article 2, § 1er".

Le texte français de l'alinéa 3 (devenant l'alinéa 2) correspondrait mieux au texte néerlandais et refléterait mieux les intentions du Gouvernement dans la rédaction suivante :

"La vente à des mineurs de moins de dix-huit ans de boissons spiritueuses à emporter est interdite".

Article 9.

Cet article fort long reproduit les articles 9, 10, 11, 12, 18, 28, 31 et 32 des lois coordonnées de 1953 ou s'en inspire. Il devrait être scindé de la manière suivante :

les paragraphes 1er à 3 formeraient l'article 9;
les paragraphes 4 et 5 formeraient l'article 10;
les paragraphes 6 et 7 formeraient l'article 11;
et le paragraphe 8 deviendrait l'article 12.

+

.../...

De toute façon, au 9°, l'adverbe "dûment" doit être remplacé par "légalement".

+

Compte tenu des observations qui précèdent et dans un souci de concordance avec l'article 2, § 1er, des lois coordonnées précitées, l'article 6 devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 6.-

§ 1er. Ne peuvent être débitants de boissons spiritueuses à consommer sur place :

(... 1° à 9° du projet).

§ 2. Les personnes mentionnées au paragraphe 1er, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 7°, ne peuvent participer, d'une manière quelconque, à l'exploitation d'un débit de boissons spiritueuses à consommer sur place".

Article 7.

Au 2°, dans le texte français, il faut lire :

"2° lorsqu'un de leurs organes ou de leurs représentants ... (la suite comme au projet)".

Article 8.

Le premier alinéa fait double emploi avec l'article 6, 9°, et doit être omis.

.../...

Dans la phrase introductive du paragraphe 1er, mieux vaudrait écrire : "d'une taxe annuelle et indivisible, fixée par année civile ...".

Les nombres repris au paragraphe 1er doivent être écrits en toutes lettres. Cette observation vaut pour tous les articles où figure un nombre et notamment pour l'article 14 (devenant 17).

Au paragraphe 2, il conviendrait de remplacer le mot "majorée" par le mot "augmentée", dans le texte français.

Au début du paragraphe 3, 2°, mieux vaudrait écrire "jour" au lieu de "journée", dans le texte français.

Il serait plus conforme aux intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été exposées au Conseil d'Etat, d'écrire, à la fin du paragraphe 3, 2° : "... est due en entier pour chaque période commencée".

Au paragraphe 4, 3°, il est prévu qu'en cas de contestation de la valeur locative présumée, le litige est réglé suivant une procédure à déterminer par le Roi.

Si l'on peut concevoir qu'en fonction d'une habilitation du législateur, le Roi détermine la manière de procéder devant la juridiction chargée de statuer sur le litige, la détermination de l'organe juridictionnel ne peut être déléguée et doit être l'oeuvre du législateur lui-même, ainsi que le prévoient les articles 8, 93 et 94 de la Constitution.

Au paragraphe 7, alinéa 1er, les mots : "mais à l'exclusion des manifestations publiques visées à l'article 4, alinéa 3",

.../...

doivent être omis puisqu'il est prévu dans l'alinéa auquel il est ainsi fait référence que l'interdiction de servir des boissons spiritueuses peut être levée par une autorisation du collège des bourgmestre et échevins (administration communale dans le projet) (1) .

Les termes "association particulière" n'ont pas une portée juridique précise. Ils sont apparemment empruntés à l'article 18, § 2, des lois coordonnées de 1953. Toutefois, dans ces lois, leur portée est éclairée par une référence à l'article 22, dont l'équivalent n'existe pas dans le présent projet.

A l'alinéa 2 du paragraphe 7, seconde phrase, il serait plus précis d'écrire : "Toutefois, ces débits peuvent être exploités par d'autres personnes que celles qui sont visées à l'alinéa 1er et pendant toute la durée de la foire ou de l'exposition".

Le paragraphe 8, alinéa 1er, s'inspire de l'article 28 des lois coordonnées de 1953 qui concerne la taxe d'ouverture. Toutefois, il faut tenir compte que la taxe d'ouverture n'est payée qu'une fois tandis que la taxe de patente est annuelle.

Il conviendrait dès lors de rédiger comme suit le paragraphe 8, alinéa 1er :

"La taxe de patente est payable pour la première fois au moment du dépôt de la déclaration visée à l'article 2, § 2".

Il conviendrait en outre d'ajouter à ce texte une disposition réglant la période de paiement de la taxe de patente due pour les années suivantes.

.../...

(1) Ou du gouverneur de la province (voir la note 1, page 8) .

La dernière phrase du paragraphe 8, alinéa 2, devrait faire l'objet d'un alinéa distinct.

Tel qu'il est rédigé, le texte du projet ne prévoit pas de réduction de la taxe annuelle en cas de dépôt de la déclaration en cours d'année. Une telle réduction constituerait une dérogation à l'indivisibilité de la taxe, expressément prévue à l'article 9, § 1er.

Article 10 (devenant l'article 13).

Si l'on peut admettre que le Ministre des Finances soit directement chargé par le législateur de régler certaines questions de détail relatives aux déclarations et aux réclamations, l'article 67 de la Constitution impose que les dispositions réglementaires essentielles soient arrêtées par le Roi.

Article 11 (devenant l'article 14).

Au paragraphe 2, à la fin de la première phrase, dans le texte français, il y a lieu d'écrire : "...du juge au tribunal de police", comme aux articles 65 et suivants du Code judiciaire.

Article 14 (devenant l'article 17).

L'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Est punie d'une amende de cent francs à quatre mille francs toute personne qui vend, offre ou sert des boissons spiritueuses en infraction aux dispositions de l'article 8".

.../...

L'alinéa 2 indique explicitement que "l'interdiction de vendre ou de débiter des boissons" qu'il prévoit constitue une peine accessoire.

Il ressort de la comparaison de l'alinéa 2 avec l'alinéa 1er du même article 14 du projet et avec l'article 10, alinéa 1er, 2°, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 qu'il s'agit de l'interdiction de vendre ou de débiter toutes boissons quelconques et non seulement de l'interdiction de vendre ou de débiter des boissons spiritueuses.

Dans le texte français de l'alinéa 2, il y aurait lieu de substituer le mot "prévues" au mot "comminées", qui est incorrect.

Article 15 (devenant l'article 18).

Au paragraphe 2, il convient d'écrire, dans le texte français, "Tombe" et non "Tombent".

En outre, la référence à l'article 3, § 1er, doit être corrigée. Il s'agit de l'article 3, 1°.

Article 16 (devenant l'article 19).

Selon les fonctionnaires délégués, alors que l'amende prévue par l'article 14 est de nature pénale, celle qui est prévue par l'article 16 est une amende "mixte" qui ne sera pas augmentée des décimes additionnels prévus par la loi du 5 mars 1952, modifiée par la loi du 2 juillet 1981, et qui sera prononcée par le tribunal.

.../...

Le paragraphe 1er, 4°, tend à réprimer tout acte du débitant, de son préposé ou d'un tiers tendant à empêcher ou à entraver la recherche ou la constatation des infractions.

L'article 17, § 3, prévoit la fermeture obligatoire du débit en cas d'infraction à l'article 16, § 1er, 4°.

Si l'on peut admettre que la sanction de la fermeture du débit soit prononcée lorsque l'entrave aux recherches est le fait du débitant ou de son préposé, cette sanction se conçoit moins lorsque l'entrave est le fait d'un tiers, qui peut être un simple consommateur.

Pour faciliter l'aménagement de l'article 17 (devenant 20), il conviendrait de diviser l'article 16 (devenant 19), § 1er, 4°, et de prévoir dans un 5° l'acte d'empêchement ou d'entrave commis par un tiers.

Au 4°, dans un souci de concordance avec l'ensemble du projet, il y aurait lieu d'écrire :

"4° tout acte du débitant, de son organe, de son mandataire ou de son préposé tendant à empêcher ou à entraver la recherche ou la constatation des infractions".

Le 5° pourrait alors être rédigé comme suit :

"5° tout acte d'un tiers tendant aux mêmes fins".

.../...

Article 17 (devenant l'article 20).Observations générales.

Reproduisant en grande partie l'article 37 des lois coordonnées par l'arrêté royal du 3 avril 1953, modifié par la loi du 6 juillet 1967, l'article prévoit la fermeture du débit de boissons spiritueuses dans les cas énumérés.

En énonçant que "la fermeture du débit est prononcée", l'article fait clairement apparaître que la mesure est une peine accessoire, que seul le juge peut appliquer.

Par ailleurs, la fermeture du débit se distingue de "l'interdiction professionnelle personnelle", qui atteint directement l'activité d'un individu; elle constitue une "interdiction professionnelle réelle". Celle-ci "n'atteint qu'indirectement l'activité professionnelle d'un individu" : "En rendant l'établissement ou les instruments professionnels indisponibles, elle empêche uniquement la continuation de la profession dans les locaux ou au moyen d'objets frappés d'interdiction et laisse le surplus de l'activité du condamné intacte"(1).

Observations particulières.

A la fin du paragraphe 1er, il serait plus correct d'écrire : "... par ces dispositions ou en vertu de celles-ci ...".

Ainsi qu'il a été exposé dans l'observation II, b, sous l'article 6, il faut logiquement admettre qu'en cas d'infraction à l'article 6, 8°, la fermeture du débit ne produit effet qu'aussi longtemps que le débit de boissons spiritueuses n'aura pas été rendu conforme à la disposition citée.

.../...

(1) R. SCREVEENS, Op. cit. n°s 34-37.

De l'accord du fonctionnaire délégué, le texte du paragraphe 3 doit préciser que l'une des infractions visées est une infraction à l'alinéa 2 de l'article 14 (devenant l'article 17) et non pas à cet article 17 tout entier.

Le paragraphe 4 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 4. En cas d'infraction à l'article 7, la fermeture du débit est prononcée; elle cesse ses effets lorsque les personnes exclues ne participent plus à l'exploitation du débit".

Article 20 (devenant l'article 23).

Il ressort des explications fournies au Conseil d'Etat par les délégués du Gouvernement que l'article devrait être complété par les mots ", à l'exception de l'emprisonnement principal et de l'amende visée à l'article 17 (ex 14), alinéa 1er".

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si cette exception ne devrait pas être étendue aux autres amendes dépourvues de tout caractère fiscal, que le projet prévoit.

Article 21 (devenant l'article 24).

Pour faciliter le recouvrement de la taxe, il conviendrait, de l'accord des délégués du Gouvernement, de se référer aux articles 313 à 319 de la loi générale sur les douanes et accises plutôt qu'au seul article 314.

.../...

Article 22 (devenant l'article 25).

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 25.-

L'article 27 des dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953, modifié par la loi du 6 juillet 1967, n'est pas applicable aux débitants de boissons spiritueuses à consommer sur place".

Article 24 (devenant l'article 27).

Le texte français du paragraphe 3 ne correspond pas au texte néerlandais. Pour être plus précis, celui-ci n'en est pas moins insuffisant. Le paragraphe serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. Les débitants qui auront payé l'acompte prévu au paragraphe 2 devront introduire la déclaration visée à l'article 2, § 2, dès qu'ils y auront été invités par le receveur.

Le solde éventuel de la taxe de patente pour l'année 1983 sera payable dans le mois de la notification de son montant par le receveur des accises".

- a) het opschrift vóór artikel 24 (dat artikel 27 wordt) te vervangen door "Overgangs- en slotbepalingen";
- b) in het ontwerp een artikel 28 op te nemen, als volgt :

"Artikel 28.-

De Koning kan de Nederlandse tekst van de op 3 april 1953 gecoördineerde wetsbepalingen "inzake de slijterijen van gegiste dranken" wijzigen om hem in overeenstemming te brengen met de Nederlandse terminologie die in deze wet wordt gebruikt; de in de voornoemde gecoördineerde bepalingen aan te brengen wijzigingen mogen vervanging van artikelen inhouden".

3. De bedoeling van de Regering, zoals blijkt uit de door haar gemachtigden aan de Raad van State verstrekte aanwijzigingen, is dat de wetgeving betreffende de drankgelegenheden voor gegiste drank en de wetgeving inzake drankgelegenheden voor sterke drank naast elkaar zouden bestaan, niet dat de ene boven de andere zou komen. Zo is het niet uitgesloten, al lijkt het weinig waarschijnlijk, dat er in een inrichting sterke drank maar geen gegiste drank wordt verstrekt en dat die inrichting dus wel aan het vergunningsrecht, echter niet aan de openingsbelasting onderworpen is. Op grond van die overweging en gelet op de al menigmaal aangetoonde nadelen van wetgeving bij wege van verwijzing, kan de voor de redactie van het onderhavige ontwerp gevolgde werkwijze worden aanvaard, ook al leidt ze tot herhaling van regels die reeds ten aanzien van drankgelegenheden voor gegiste drank zijn geformuleerd.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Paragraaf 1 bevat geen normatieve bepaling. Hij moet vervallen en de tekens § 1 en § 2 moeten derhalve worden weggelaten.

.../...

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. Heel wat bepalingen van het aan de Raad van State voorgelegde voorontwerp van wet zijn overgenomen uit de op 3 april 1953 gecoördineerde wetgeving "inzake de slijterijen van gegiste dranken". De voordelen van een zo groot mogelijke symmetrie tussen twee wetgevingen die naar hun onderwerp dicht bij elkaar staan en toegepast moeten worden door hetzelfde bestuur, liggen voor de hand. De Raad van State heeft er zich dan ook van onthouden vormwijzigingen voor te stellen die op zichzelf wel goed zouden geweest zijn maar de beoogde symmetrie zouden hebben geschaad.

2. De Nederlandse tekst van de op 3 april 1953 gecoördineerde wetsbepalingen bevat echter een aantal terminologische onjuistheden of onnauwkeurigheden die van zodanige aard zijn (1) dat herhaling daarvan in het onderhavige ontwerp uitgesloten leek en dat de Raad van State gemeend heeft aan het slot van zijn advies een nieuwe Nederlandse tekst in overweging te moeten geven voor het geheel van de artikelen.

De gewenste symmetrie tussen de twee wetgevingen zou dan moeten worden hersteld door aanpassing van de op 3 april 1953 gecoördineerde bepalingen aan de nieuwe terminologie van het onderhavige voorontwerp. Daartoe wordt voorgesteld :

.../...

- (1) De ergste onvolkomenheid is wel dat de meeste van die gecoördineerde bepalingen de termen "slijten", "slijterij" en "slijter" bezigen in een betekenis die lijnrecht indruist tegen het algemeen spraakgebruik. Anders dan het Franse "débitier", "débit" en "débitant", kunnen die Nederlandse termen immers alleen daar correct gebruikt zijn waar het gaat om detailverkoop van waren voor consumptie elders (zie Van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse Taal, en Koenen-Endepols, Verklarend Handwoordenboek der Nederlandse taal). Nu in het ontwerp uitsluitend detailverkoop van drank voor gebruik ter plaatse wordt bedoeld, werkt het door de Raad van State gedane tekstvoorstel respectievelijk met "drank verstrekken", "drankgelegenheid" (dit is trouwens de term van artikel 382 van het Strafwetboek) en "houder van een drankgelegenheid".

De tekst onder 2° van paragraaf 2 (die het enige lid van het artikel wordt) zou beter als volgt worden geredigeerd :

"2° houder van een drankgelegenheid, de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die, in enigerlei hoedanigheid en voor eigen rekening, een werkzaamheid uitoefent die erin bestaat of er mede in bestaat in een plaats of lokaliteit als bedoeld in artikel 2, § 1, drank te verstrekken door gebruik ter plaatse, ongeacht de aard van die drank".

Artikel 2.

De gemachtigden van de Regering zijn het ermee eens dat in paragraaf 1 de woorden "door de slijter", die tot misverstand kunnen leiden, moeten vervallen.

In paragraaf 2, tweede lid, moet de houder van de drankgelegenheid duidelijke aanwijzingen vinden omtrent de dienst waarbij hij zijn aangifte moet indienen. In de tekst mag dus niet worden gewerkt met het woord "diensten" in het meervoud.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Om vergunning te verkrijgen, moet de houder van een drankgelegenheid, ten minste vijftien dagen vooraleer hij met zijn bedrijf begint, een daartoe strekkende aanvraag doen door middel van een aangifte bij de dienst aangewezen door de Minister van Financiën".

In paragraaf 2, derde lid, moeten de woorden "van een plan, gedateerd en ondertekend door de aangever" een 1° vormen; de huidige teksten onder 1° en 2° worden dan 2° en 3°. Zodoende zou duidelijker blijken dat drie bijlagen bij de aangifte moeten worden gevoegd.

.../...

De Nederlandse tekst zou overigens beter als volgt worden geredigeerd :

"1° een door de aangever gedagtekend en ondertekend plan;".

Het ontwerp zegt niet welk gedeelte van het gebouw dat wordt aangewend voor het verstrekken van sterke drank, op het plan moet voorkomen. Het is dus in dat opzicht minder nauwkeurig dan de gecoördineerde wetten van 1953 (artikel 9, § 2, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1967, samengelezen met artikel 23, § 1). Men kan zich afvragen of het niet wenselijk zou zijn het ontwerp wat dat betreft aan te vullen.

In paragraaf 2, derde lid, 1° (dat 2° zou worden), moet in de Franse tekst worden gelezen : "les conditions arrêtées en exécution de l'article 5".

In de tekst onder 2° (die 3° wordt) worden de personen voor wie een verklaring van zedelijkheid moet worden overgelegd, in het ontwerp aangewezen als de personen die bij de houder van de drankgelegenheid inwonen en die aan de exploitatie ervan "kunnen" deelnemen. In de gecoördineerde wetten (artikel 23, § 1, tweede lid, 2°) is sprake van de personen die aan de exploitatie "zouden kunnen" deelnemen. Met de voorwaardelijke wijs wordt beter dan met de aantoonende te kennen gegeven dat het in beide teksten klaarblijkelijk om een mogelijkheid gaat.

De in paragraaf 2, vierde lid, bedoelde reizende drankgelegenheid en occasionele drankgelegenheid vallen niet onder de begripsomschrijvingen die zijn gegeven in artikel 9, § 6 en § 7, want die bepalingen precisieren dat de aldaar gegeven begripsomschrijvingen alleen gelden voor de toepassing van paragraaf 3, 1° en 2°, van hetzelfde artikel. Men kan zich afvragen of die begripsomschrijvingen niet voor de gehele wet zouden moeten gelden en of ze dus niet in artikel 1 zouden moeten staan.

.../...

Naar aan de Raad van State is verklaard, bedoelt de Regering zowel in artikel 2, § 2, vijfde lid, als in artikel 6, met het woord "tussenpersoon" niet alleen de personen door wier toedoen de drankgelegenheid zou kunnen worden geëxploiteerd, maar, meer in het algemeen, zoals in artikel 2, § 1, van de op 3 april 1953 gecoördineerde wetten, de personen die op enigerlei wijze deelnemen aan de exploitatie van de drankgelegenheid. Evenmin echter als krachtens die gecoördineerde wetten, zou er voor die personen, anders dan in de tekst van het ontwerp staat, systematisch een verklaring van zedelijkheid worden geëist.

Het vijfde lid zou dan ook als volgt moeten worden geredigeerd :

"De aangifte moet ook de naam en voornamen vermelden van de personen die op enigerlei wijze deelnemen aan de exploitatie van de drankgelegenheid. Wanneer die personen worden vervangen moet daarvan vooraf aangifte worden gedaan aan de dienst die de eerste aangifte heeft ontvangen".

In het zesde lid zou moeten worden gezegd dat er beroep openstaat niet alleen tegen het niet afgeven van de verklaringen maar ook tegen de weigering om die af te geven.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De houder van een drankgelegenheid kan beroep instellen tegen de weigering om de verklaringen af te geven of tegen het niet afgeven van de verklaringen binnen een maand na de aanvraag; het beroep wordt gericht tot de Minister van Justitie wanneer het gaat om de verklaring van zedelijkheid en tot de Minister tot wiens bevoegdheid de volksgezondheid behoort wanneer het gaat om de verklaring van hygiëne. De Minister of zijn gemachtigde doet uitspraak over het beroep ten gronde".

.../...

Voor paragraaf 3 wordt de hierna volgende tekst voorgesteld. Hij is gedeeltelijk ontleend aan artikel 20 en aan artikel 20bis van het koninklijk besluit van 30 juni 1966 betreffende het statuut van de reisbureaus. Wat de sluiting betreft, streeft de tekst naar meer overeenstemming met de artikelen 6 en 17 van het ontwerp :

"§ 3. Door het bestuur wordt aan de vergunninghouder een bord afgegeven. Dat bord blijft eigendom van de Staat. Het moet op de inrichting, dicht bij de ingang voor het publiek, duidelijk zichtbaar worden aangebracht.

Bij stopzetting van de werkzaamheid, bij intrekking van de vergunning of bij tijdelijke of definitieve vervallenverklaring van het recht om sterke drank te verstrekken, moet het bord binnen dertig dagen worden teruggegeven".

+

Op te merken valt dat het artikel niet nader bepaalt welke verplichtingen de houder van een drankgelegenheid zou kunnen hebben als de drankgelegenheid van plaats verandert. Zo'n verandering kan een wijziging tot gevolg hebben, enerzijds van de huurwaarde waarmee rekening is gehouden voor het berekenen van het vergunningsrecht en anderzijds, van de in artikel 5 bedoelde eisen inzake hygiëne. Het betreft hier een leemte die zou moeten worden aangevuld, zowel wat betreft de aangifte van verandering als de datum waarop zij uitwerking zal hebben.

+

Artikel 3.

De woorden "van ter plaatse te verbruiken dranken" kunnen vervallen gelet op de in artikel 1 gegeven definitie van "houder van een drankgelegenheid".

.../...

Artikel 4.

Om de tekst te vereenvoudigen en om een door de Regering stellig niet gewilde verwarring te voorkomen, zou de regel van het vierde lid beter in het eerste lid worden verwerkt als volgt :

"In drankgelegenheden die op de openbare weg of op het domein van de autosnelwegen gevestigd zijn, is het verboden sterke drank te verstrekken, zelfs gratis".

Het is niet duidelijk wat het bijwoord "integraal" in het tweede lid aan de aldaar verwoorde gedachte kan toevoegen.

In het derde lid zou nader moeten worden bepaald dat het om een bijzonder verlof moet gaan en dat dit verlof door het college van burgemeester en schepenen (1) moet worden gegeven. Het zinsdeel zou overigens beter vooraan in de bepaling staan, in de volgende lezing.

"Behoudens bijzonder verlof van het college van burgemeester en schepenen (1) is het verbod om, zelfs gratis, sterke drank te verstrekken eveneens van toepassing op drankgelegenheden die occasioneel worden geopend op plaatsen waar openbare manifestaties, zoals politieke, culturele of sportmanifestaties, worden gehouden".

Artikel 5.

Artikel 5 van de gecoördineerde wetten van 1953 machtigt de Koning tot het bepalen van de eisen inzake gezondheid en zedelijkheid waaraan iedere drankgelegenheid waar gegiste drank wordt verstrekt moet voldoen.

.../...

(1) of van de provinciegouverneur, indien de Regering, zoals haar gemachtigden hebben laten verstaan, haar ontwerp in die zin meent te moeten amenderen.

Het ligt in de bedoeling van de Regering dezelfde eisen te stellen voor de drankgelegenheden waar sterke drank wordt verstrekt, vooral daar in die drankgelegenheden meestal ook gegiste drank zal worden geschonken. De tekstverschillen tussen artikel 5 van de gecoördineerde wetten van 1953 en artikel 5 van het ontwerp kunnen dus aanleiding geven tot moeilijkheden.

Zo worden enerzijds de eisen inzake gezondheid en zedelijkheid voor drankgelegenheden waar gegiste drank wordt geschonken bepaald door de Koning, terwijl zij voor drankgelegenheden waar sterke drank wordt verstrekt, zouden moeten worden bepaald bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Anderzijds stelt artikel 5 van de gecoördineerde wetten van 1953 dat de door de Koning bepaalde eisen "gelden als een minimum-regeling", waar het nog aan toevoegt : "de gemeenteoverheid behoudt het recht ze te verscherpen of er nog andere op te leggen". Het ontwerp voorziet niet in dit optreden van de gemeenteoverheid.

De bedoeling van de Regering lijkt dan ook beter te kunnen worden weergegeven door overneming van artikel 5 van de gecoördineerde wetten van 1953.

Artikel 6.

Behoudens enkele beperkte aanpassingen die nodig zijn doordat het ontwerp een aangelegenheid regelt onderscheiden van die welke behandeld is in de bij het koninklijk besluit van 3 april 1953 gecoördineerde wetsbepalingen "inzake slijterijen van gegiste dranken", neemt artikel 6 van het ontwerp de tekst over van artikel 1 van die gecoördineerde wetten zoals hij bij de wet van 6 juli 1967 is gewijzigd.

.../...

Artikel 6 van het ontwerp bepaalt : "mogen, ... geen slijter van ter plaatse te verbruiken geestrijke dranken zijn", de personen die in een van de in het artikel opgesomde gevallen verkeren, dat zijn onder meer de personen die een van de aangegeven veroordelingen hebben opgelopen (2° tot 6°).

Het artikel heeft een dubbele strekking : het verhindert dat personen die in een van de aangegeven gevallen verkeren, de door het ontwerp voorgeschreven vergunning verkrijgen; voorts brengt het mee dat aan degene die wel een vergunning verkregen heeft maar naderhand in één van de bedoelde gevallen komt te verkeren, verbod wordt opgelegd nog verder een drankgelegenheid te houden waar sterke drank wordt verstrekt.

I. Volgens een vaste rechtspraak en een eenstemmige rechtsleer moeten de bepalingen vervat in artikel 1 van de op 3 april 1953 gecoördineerde wetten zo worden uitgelegd dat, wanneer de houder van een drankgelegenheid waar gegiste drank wordt verstrekt, een van de vermelde veroordelingen oploopt, er voor hem van rechtswege verbod is om die beroepswerkzaamheid voort te zetten, zonder dat daartoe een vonnis met uitspraak van een bijkomende straf noch enige beslissing van een administratieve overheid vereist is. Het Hof van cassatie heeft het in zijn arrest van 17 september 1934 aldus gesteld : "l'interdiction en pareil cas résulte du seul effet de la loi sans qu'il y ait lieu pour le juge de la prononcer" (1) (2). De Raad van State interpreteert de aangehaalde wetsbepalingen op

.../...

(1) Pas. 1934, I, 380. Zie ook : Cass. 24 september 1956, Pas. 1957, I, 42 en Cass. 25 februari 1963, Pas. 1963, I, 697.

(2) Zie vroeger reeds Corr. Hoei, 11 juli 1927, Pas. 1928, III, 91.

dezelfde manier. In zijn arrest van 20 april 1972, nr 15.265/VIe, verklaart hij : "... dat het verbod om een slijterij van gegiste dranken te houden van rechtswege treft degene die veroordeeld is tot een niet voorwaardelijke hoofdgevangenisstraf of geldboete boven de 50 frank wegens een der misdrijven bedoeld in artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 3 april 1953, zonder dat dit verbod bij vonnis hoeft te zijn uitgesproken; dat er geen administratieve beslissing vereist is om vervallen te verklaren; dat de administratie niet bij machte is in dezen op te treden, daar geen van haar handelingen in dat geval de rechten van particulieren kan wijzigen; dat de beslissingen welke zij genoopt is te nemen, hoe ze ook zijn geformuleerd, het karakter hebben van mededelingen of verwittigingen; dat zodanige handelingen niet vatbaar zijn voor beroep tot nietigverklaring" (1). Dezelfde oplossing was reeds eerder aangenomen in het arrest van de Raad van State nr 1244/VIe van 10 januari 1952 (2).

De auteurs spreken in dezelfde zin (3); sommigen voegen eraan toe dat het verbod krachtens de wet van rechtswege ontstaat niet alleen uit de veroordelingen maar ook uit de geen veroordeling opleverende feiten die opgesomd zijn in artikel 1 van de bij het koninklijk besluit van 3 april 1953 gecoördineerde wetten (4).

.../...

(1) Arr. en Adv. blz. 303.

(2) Arr. en Adv. blz. 14.

(3) Zie onder meer :

J. CONSTANT, V° "Spiritueuses (Régime des boissons ...)" nr 384, Répertoire pratique de droit belge, Brussel, Bruylant, Parijs, L.G.D.J. 1951.

P.E. TROUSSE, Droit pénal, Boekdeel I, Deel I, nr 1163 LES NOVELLES, Brussel, Larcier, 1956.

R. SCREVENs, "L'interdiction professionnelle en droit pénal", nr 235, Brussel. Les Editions de la Librairie encyclopédique 1957.

(4) Zie onder meer R. SCREVENs, loc. cit.

wille van de rechtszekerheid wenselijk het ontwerp aan te vullen met een bepaling waarin die regel wordt verwoord (1).

b) Gelet op de verantwoording van artikel 6, 8°, mag redelijkerwijs worden aangenomen dat aan het verbod een einde komt zodra degene die een drankgelegenheid houdt waar sterke drank wordt verstrekt, die drankgelegenheid zo heeft ingericht dat ze conform de aangehaalde bepaling is, hetzij doordat er voor het arbeidsbemiddelingsbureau, het bevrachtingskantoor of het aanwervingsbureau een aparte ingang is gemaakt, hetzij doordat de drankgelegenheid overgebracht is naar een gebouw waar zich geen zulk bureau of kantoor bevindt.

Volgens het ontwerp is het van rechtswege uit artikel 6 volgende verbod om een drankgelegenheid te houden waar sterke drank wordt verstrekt dus telkens van blijvende aard, behalve in het geval onder 1° en in het geval onder 8°.

III. Om de juiste draagwijdte van de bepalingen van artikel 6 van het ontwerp te achterhalen is het nodig die bepalingen te vergelijken met een aantal andere die een onderscheiden doch soortgelijk onderwerp hebben.

.../...

- (1) Artikel 17, § 2, van het ontwerp bepaalt weliswaar dat sluiting van de drankgelegenheid geen uitwerking meer heeft na betaling van het vergunningsrecht en van de geldboeten, maar die bepaling is niet toereikend want ze betreft de sluiting van de drankgelegenheid. Zoals in verband met artikel 17 zal worden toegelicht, is die laatste maatregel te onderscheiden van het in het ontwerp artikel 1 bepaalde verbod : hij is immers een bijkomende straf en heeft een zakelijk karakter.

Zoals hierboven reeds is opgemerkt, neemt artikel 6 van het ontwerp, behoudens enkele aanpassingen, artikel 1 van de bij het koninklijk besluit van 3 april 1953 gecoördineerde wetten over. Artikel 6 van het ontwerp moet dus zo worden uitgelegd dat het, in navolging van het bewuste artikel 1 van de gecoördineerde wetten, van rechtswege een verbod stelt dat de houders van een drankgelegenheid voor sterke drank treft zonder dat het door een rechter hoeft te zijn uitgesproken of een administratieve overheid ertoe moet hebben besloten.

II. Wanneer de wet geen grens stelt aan de duur van het verbod op een of andere werkzaamheid, is dat verbod blijvend.

Een afwijking van dat beginsel is echter wel aan te nemen wanneer de oorzaak van het verbod van die aard is dat het wegvallen ervan geacht moet worden tot opheffing van het verbod te nopen.

a) Artikel 1, 1°, van de bij het koninklijk besluit van 3 april 1953 gecoördineerde wetten stelt verbod op het houden van een drankgelegenheid voor gegiste dranken ten aanzien van diegenen die met betrekking tot die drankgelegenheid niet alle belastingen hebben betaald die zij overeenkomstig de gecoördineerde wetten verschuldigd zijn. Het tweede lid van hetzelfde artikel 1, 1°, voegt daar echter aan toe : "Dit geval wordt opgeheven te rekenen van de betaling van die belasting; een nieuwe openingsbelasting is verschuldigd voor de slijterijen die opnieuw worden geopend na ten minste één jaar sluiting". Hoewel om de hierboven uiteengezette reden moet worden aangenomen dat het uitsluitend door niet-betaling van het vergunningsrecht veroorzaakte verbod niet langer uitwerking heeft wanneer dat recht is voldaan (1), lijkt het ter

.../...

(1) Dat is de conclusie die moet worden getrokken uit artikel 17, § 2, van het ontwerp.

Er is dus geen tegenstrijdigheid tussen artikel 6, 3°, van het ontwerp en artikel 382, tweede lid, van het Strafwetboek.

2. Ook in de artikelen 10 en 11 van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap gaat het om een verbod welke drank ook te verkopen of te verstrekken (1). Dat verbod is gesteld hetzij als bijkomende straf, hetzij als administratieve maatregel, onderscheidenlijk in artikel 10 en in artikel 11 van de besluitwet.

b) In de bepalingen van het al eerder aangehaalde artikel 1 van de bij koninklijk besluit van 3 april 1953 gecoördineerde wetten inzake de "slijterijen van gegiste dranken" wordt daarentegen, voor een reeks van soortgelijke gevallen als in artikel 6 van het ontwerp zijn opgesomd, alleen het verbod gesteld houder te zijn van een drankgelegenheid waar gegiste drank wordt verstrekt.

IV. Het verbod een drankgelegenheid te houden is soms een tijdelijk verbod. Dat is met name het geval als dat verbod een bijkomende straf (2) of een administratieve maatregel (3) is.

.../...

- (1) Reeds in artikel 14, derde lid, van de wet van 16 augustus 1887 betreffende de openbare dronkenschap, welke bepaling overgenomen is in artikel 11 van de besluitwet van 14 november 1939, diende aan het woord "dranken" die betekenis te worden gegeven (Corr. Luik, 2 juli 1982, Pas. 1892/III-366).
- (2) Strafwetboek, artikel 382, tweede lid; besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap, artikel 10, eerste lid, 2°, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958.
- (3) De voornoemde besluitwet van 14 november 1939, artikel 11, derde en vierde lid.

a) Artikel 6, 3°, bepaalt dat geen drankgelegenheid waar sterke drank wordt verstrekt mogen houden zij die veroordeeld zijn wegens een van de in die bepaling opgesomde misdrijven, met name wegens een misdrijf als bepaald in de artikelen 379 tot 381 van het Strafwetboek.

1. Artikel 382, tweede lid (1), van hetzelfde Wetboek bepaalt dat de rechtbanken in de gevallen van de artikelen 379, 380, 380bis, 380ter en 381, tegen de veroordeelden het verbod kunnen uitspreken om gedurende een jaar tot drie jaar bepaalde werkzaamheden, onder meer het houden van een "drankgelegenheid", uit te oefenen. Het betreft hier een bijkomende straf waarvan het uitspreken zaak van de rechter is en die binnen de door de wet bepaalde grenzen, te zijner beoordeling staat (2).

Artikel 382, tweede lid, van het Strafwetboek machtigt de rechter aan de veroordeelde verbod op te leggen een drankgelegenheid te houden voor welke drank ook. Een vonnis van de correctionele rechtbank van Brussel dd. 29 juni 1962 verklaart terecht : "... l'interdiction prononcée par l'article 382, alinéa 3, du Code pénal ne spécifie nullement qu'il doit s'agir d'un débit de boissons alcoolisées seulement" (3).

.../...

- (1) Die bepaling was aanvankelijk het derde lid, in artikel 382 van het Strafwetboek ingevoegd door de wet van 21 juni 1948; ze is het tweede lid van dat artikel geworden ingevolge de opheffingsbepaling die voorkomt in artikel 90, 2°, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.
- (2) R. SCREVENs, op. cit. nr 192.
- (3) J.T. 1962, blz. 661 met aantekeningen van J. DUJARDIN. Zie ook : M. RIGAUX en P.E. TROUSSE "Les crimes et les délits du Code pénal", vijfde deel, blz. 352-359, 369, 395-397, Brussel, Bruylant; Parijs L.G.D.J. 1968.

Het verbod in artikel 6, 2° tot 7°, van het ontwerp daarentegen is, bij ontstentenis van een tekst die het in de tijd beperkt, evenals het verbod in artikel 1, 2° tot 8°, van de gecoördineerde wetten van 3 april 1953, telkens van blijvende aard, zoals onder II al is opgemerkt.

a) Het is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers uit te maken of het, om op het recht van de betrokkenen geen te verregaande beperking te leggen en hun reclassering te bevorderen, niet gewenst ware aan de verbodsmaatregel een grens te stellen in de tijd (1) (2).

b) Regering en Wetgevende Kamers behoren evenzo uit te maken of het, nu de feiten toch al zeer oud zijn, nog verantwoord is een verbod te stellen ten aanzien van hen die vóór 24 september 1948 een huis van ontucht of een inrichting voor geheime prostitutie hebben gehouden.

De regeling van artikel 1 van de bij koninklijk besluit van 3 april 1953 gecoördineerde wetten zou op de twee hier aangehaalde punten eventueel in overeenstemming moeten worden gebracht met de regeling waarin artikel 6 van het ontwerp voorziet.

+

Onder 9° moet de bijwoordelijke bepaling "naar behoren" in ieder geval vervangen worden door "wettelijk".

+

.../...

- (1) Uit de beslissing van de Europese Commissie voor de rechten van de mens dd. 9 juni 1958, inzake Raymond DE BECKER, lijkt bezwaarlijk te kunnen worden afgeleid dat ieder verbod met een blijvend karakter, wat ook de aard van het er door getroffen recht moge zijn, in strijd zou komen met het Verdrag.
- (2) Definitief verbod kan in bepaalde opzichten de reclassering van de veroordeelde bevorderen doordat het hem uitsluit van een voor hem gevaarvolle werkzaamheid.

Met inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt en mede ter wille van de overeenstemming met artikel 2, § 4, van de voornoemde gecoördineerde wetten zou artikel 6 als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 6.-

§ 1. Houder van een drankgelegenheid waar sterke drank wordt verstrekt voor gebruik ter plaatse mogen niet zijn :

... (1° tot 9° van de hierna voorgestelde Nederlandse versie).

§ 2. De in paragraaf 1, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° en 7° vermelde personen mogen op generlei wijze deelnemen aan de exploitatie van een drankgelegenheid waar sterke drank wordt verstrekt voor gebruik ter plaatse".

+

Artikel 7.

In de Franse tekst onder 2° moet worden gelezen :

"2° lorsqu'un de leurs organes ou de leurs représentants ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 8.

Het eerste lid is een nodeloze herhaling van artikel 6, 9°, en moet vervallen.

De gemachtigde ambtenaren zijn het ermee eens dat het tweede lid (dat het eerste lid wordt) in ruimere bewoordingen en tevens nauwkeuriger zou moeten worden gesteld als volgt :

.../...

"Het verstrekken, zelfs gratis, van sterke drank voor gebruik ter plaatse aan minderjarigen beneden achttien jaar is verboden in alle plaatsen en lokaliteiten bedoeld in artikel 2, § 1".

De Franse tekst van het derde lid (dat het tweede lid wordt) zou beter met de Nederlandse overeenstemmen en zou de bedoeling van de Regering beter weergeven in de volgende lezing :

"La vente à des mineurs de moins de dix-huit ans de boissons spiritueuses à emporter est interdite".

Artikel 9.

Dit zeer lange artikel neemt de artikelen 9, 10, 11, 12, 18, 28, 31 en 32 van de gecoördineerde wetten van 1953 over of sluit daarbij aan. Het zou als volgt moeten worden gesplitst :

de paragrafen 1 tot 3 zouden artikel 9 vormen;
de paragrafen 4 en 5 zouden artikel 10 vormen;
de paragrafen 6 en 7 zouden artikel 11 vormen;
en paragraaf 8 zou artikel 12 worden.

+
+ +

De volzin die paragraaf 1 inleidt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De vergunning voor het verstrekken van sterke drank voor gebruik ter plaatse wordt afgegeven tegen betaling van een jaarlijkse en ondeelbare belasting, vastgesteld per kalenderjaar op ... pct. van het bedrag van de werkelijke of de vermoedelijke jaarlijkse huurwaarde van de tot drankgelegenheid bestemde lokaliteiten, zonder dat de belasting minder mag bedragen dan : ... ".
.../...

De in paragraaf 1 vermelde getallen moeten voluit geschreven worden. Deze opmerking geldt voor alle artikelen waarin een getal voorkomt en inzonderheid voor artikel 14 (dat 17 wordt).

In de Franse tekst van paragraaf 2 vervange men het woord "majorée" door het woord "augmentée".

Vooraan in de Franse tekst van paragraaf 3, 2°, schrijf men liever "jour" dan "journée".

Het zou beter beantwoorden aan de bedoeling van de Regering, zoals die aan de Raad van State te kennen is gegeven, indien aan het slot van paragraaf 3, 2°, werd gelezen : "... is voor het geheel verschuldigd voor iedere begonnen periode".

In paragraaf 4, 3°, is bepaald dat ingeval de vermoedelijke huurwaarde betwist wordt, de betwisting wordt geregeld volgens een door de Koning te bepalen procedure.

Is het aan te nemen dat de Koning, op grond van een Hem door de wetgever verleende machtiging, kan bepalen op welke wijze een geding gevoerd wordt voor het rechtscollege dat het geschil dient te beslechten, het aanwijzen van dat rechtscollege kan Hem niet worden opgedragen en moet het werk zijn van de wetgever zelf, zoals voorgeschreven in de artikelen 8, 93 en 94 van de Grondwet.

In paragraaf 7, eerste lid, moeten de woorden "doch met uitzondering van de openbare manifestaties als bedoeld in artikel 4, derde lid" vervallen, daar het lid naar hetwelk hier wordt verwezen bepaalt dat het verbod om sterke drank te verstrekken kan worden opgeheven ingevolge een verlof van het college van burgemeester en schepenen ("gemeentebestuur" in het ontwerp) (1).

.../...

(1) of van de provinciegouverneur (zie voetnoot 1, blz 33).

De term "particuliere vereniging" heeft geen welbepaalde rechtsinhoud. Hij is blijkbaar ontleend aan artikel 18, § 2, van de gecoördineerde wetten van 1953. Daar echter is de strekking ervan verduidelijkt door een verwijzing naar artikel 22, dat in het onderhavige ontwerp geen equivalent heeft.

Nauwkeurigheids halve zou in de tweede volzin van paragraaf 7, tweede lid, moeten worden gelezen : "Zij mogen echter door andere dan de in het eerste lid bedoelde personen worden geëxploiteerd zolang de tentoonstelling of de jaarbeurs duurt".

Voor paragraaf 8, eerste lid, is aansluiting gezocht bij artikel 28 van de gecoördineerde wetten van 1953 welk artikel betrekking heeft op de openingsbelasting. Toch mag niet uit het oog worden verloren dat de openingsbelasting slechts eenmaal wordt betaald, terwijl het vergunningsrecht jaarlijks moet worden voldaan.

Paragraaf 8, eerste lid, zou dan ook als volgt moeten worden geredigeerd :

"Het vergunningsrecht moet voor de eerste maal worden betaald bij het indienen van de in artikel 2, § 2, bedoelde aangifte".

.../...

Bovendien zou deze tekst moeten worden aangevuld met een bepaling die zegt wanneer het vergunningsrecht voor de volgende jaren moet worden betaald.

De laatste volzin van paragraaf 8, tweede lid, zou een afzonderlijk lid moeten vormen.

Zoals de ontwerp-tekst is geredigeerd, voorziet hij niet in een vermindering van het jaarlijkse recht voor het geval dat de aangifte in de loop van het jaar wordt ingediend. Een zodanige vermindering zou een afwijking inhouden van het in artikel 9, § 1, uitdrukkelijk geformuleerde beginsel dat het recht ondeelbaar is.

Artikel 10 (dat artikel 13 wordt).

Al kan worden aangenomen dat de Minister van Financiën rechtstreeks door de wetgever wordt belast met het regelen van detailpunten in verband met aangiften en bezwaarschriften, artikel 67 van de Grondwet wil dat de essentiële verordening bepalingen door de Koning worden vastgesteld.

.../...

Artikel 11 (dat artikel 14 wordt).

In paragraaf 2 moet aan het einde van de eerste volzin van de Franse tekst worden gelezen : "... du juge au tribunal de police", zoals in de artikelen 65 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 14 (dat artikel 17 wordt).

Het eerste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Met geldboete van honderd frank tot vierduizend frank wordt gestraft hij die sterke drank verkoopt, aanbiedt of verstrekt met overtreding van de bepalingen van artikel 8".

Het tweede lid stelt uitdrukkelijk dat "het verbod om dranken te verkopen of te slijten" waarin het voorziet, een bijkomende straf is.

Vergelijkt men dit tweede lid met het eerste lid van hetzelfde artikel 14 van het ontwerp en met artikel 10, eerste lid, 2°, van de besluitwet van 14 november 1939, dan ziet men dat het gaat om een verbod dranken van welke aard ook, en niet alleen maar sterke drank, te verkopen of te verstrekken.

In de Franse tekst van het tweede lid schrijve men "prévues" in plaats van het onjuiste "comminées".

.../...

Artikel 15 (dat artikel 18 wordt).

In de Franse tekst van paragraaf 2 schrijve men :
"Tombe" in plaats van "Tombent".

In dezelfde paragraaf moet de verwijzing naar artikel 3, § 1, worden verbeterd. Het gaat om artikel 3, 1°.

Artikel 16 (dat artikel 19 wordt).

Volgens de gemachtigde ambtenaren is de in artikel 14 bedoelde geldboete er een van strafrechtelijke aard, terwijl die welke bedoeld is in artikel 16 een "gemengde" geldboete is die niet zal worden verhoogd met de opdecimen bedoeld in de wet van 5 maart 1952, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1981, en die door de rechtbank zal worden opgelegd.

Paragraaf 1, 4°, stelt strafbaar elke handeling van de houder van de drankgelegenheid, van zijn aangestelde of van een derde, die ertoe strekt de opsporing of de vaststelling van de overtredingen te verhinderen of te belemmeren.

Artikel 17, § 3, voorziet in de verplichte sluiting van de drankgelegenheid in geval van overtreding van artikel 16, § 1, 4°.

Is het aan te nemen dat als straf de sluiting van de drankgelegenheid wordt uitgesproken wanneer het de houder van de drankgelegenheid of zijn aangestelde is die de opsporing belemmert, minder goed laat zich dat begrijpen wanneer het een derde, mogelijk een gewoon gebruiker is die dat doet.

.../...

Met het oog op een betere inrichting van artikel 17 (dat artikel 20 wordt), zou artikel 16 (dat artikel 19 wordt), § 1, 4°, zo moeten worden gesplitst dat de verhindering of belemmering door een derde in een 5° wordt behandeld.

In de tekst onder 4° zou, ter wille van de overeenstemming met het ontwerp in zijn geheel, moeten worden gelezen :

"4° elke handeling van de houder van de drankgelegenheid, van zijn orgaan, van zijn lasthebber of van zijn aangestelde, die ertoe strekt de opsporing of de vaststelling van de overtredingen te verhinderen of te belemmeren;".

De tekst onder 5° zou dan kunnen luiden :

"5° elke handeling door een derde met hetzelfde oogmerk verricht;".

Artikel 17 (dat artikel 20 wordt).

Algemene opmerkingen.

Het artikel herhaalt grotendeels artikel 37 van de door het koninklijk besluit van 3 april 1953 gecoördineerde wetten, zoals het gewijzigd is bij de wet van 6 juli 1967, en bepaalt dat de drankgelegenheid waar sterke drank wordt verstrekt, in de genoemde gevallen wordt gesloten.

Doordat het artikel stelt dat de sluiting van de drankgelegenheid "uitgesproken" wordt, blijkt duidelijk dat de maatregel een bijkomende straf is, die alleen door de rechter kan worden opgelegd.

.../...

Anderzijds is de sluiting van de drankgelegenheid te onderscheiden van het "persoonlijke beroepsverbod" dat rechtstreeks iemands werkzaamheid treft; zij is een "zakelijk beroepsverbod", een verbod dat slechts zijdelings de beroeps-werkzaamheid van een persoon treft. "En rendant l'établissement ou les instruments professionnels indisponibles, elle empêche uniquement la continuation de la profession dans les locaux ou au moyen d'objets frappés d'interdiction et laisse le surplus de l'activité du condamné intacte" (1).

Bijzondere opmerkingen.

Aan het slot van paragraaf 1 kan juister worden gelezen : "... tot voldaan is aan de eisen die door of krachtens die bepalingen zijn gesteld".

Zoals in opmerking II, b, bij artikel 6 is uiteengezet, ligt het voor de hand dat in geval van overtreding van artikel 6, 8°, de sluiting van de drankgelegenheid slechts geldt zolang de drankgelegenheid niet ingericht is conform de aangehaalde bepaling.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de tekst van paragraaf 3 nader moet bepalen dat een van de bedoelde overtredingen een overtreding is van het tweede lid van artikel 14 (dat artikel 17 wordt) en niet van dat artikel 17 in zijn geheel.

.../...

(1) R. SCREVENs, op. cit. nrs 34-37.

Paragraaf 4 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 4. In geval van overtreding van artikel 7, wordt de sluiting van de drankgelegenheid uitgesproken; zij geldt niet langer wanneer de uitgesloten personen niet meer aan de exploitatie van de drankgelegenheid deelnemen".

Artikel 20 (dat artikel 23 wordt).

Uit de uitleg die de gemachtigden van de Regering aan de Raad van State hebben verstrekt, blijkt dat het artikel zou moeten worden aangevuld met de woorden "met uitzondering van de hoofdgevangenisstraf en van de in artikel 17 (oud 14), eerste lid, bedoelde geldboete".

Het is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers te oordelen of deze uitzondering niet moet worden uitgebreid tot de andere niet-fiscale geldboeten waarin het ontwerp voorziet.

Artikel 21 (dat artikel 24 wordt).

Om de invordering van het vergunningsrecht te vergemakkelijken zou - de gemachtigden van de Regering zijn het daarmee eens - moeten worden verwezen naar de artikelen 313 tot 319 van de algemene wet inzake douane en accijnzen, liever dan naar het ene artikel 314.

.../...

Artikel 22 (dat artikel 25 wordt).

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 25.-

Artikel 27 van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, gecoördineerd op 3 april 1953, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1967, is niet van toepassing op de houders van een drankgelegenheid waar sterke drank voor gebruik ter plaatse wordt verstrekt".

Artikel 24 (dat artikel 27 wordt).

De Franse tekst van paragraaf 3 stemt niet overeen met de Nederlandse. Al is deze laatste nauwkeuriger, toch voldoet hij niet. De paragraaf zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. De houders van een drankgelegenheid, die het in paragraaf 2 bedoelde voorschot hebben betaald, moeten de in artikel 2, § 2, bedoelde aangifte indienen zodra zij daartoe door de ontvanger zijn uitgenodigd.

Het eventuele saldo van het vergunningsrecht voor het jaar 1983 moet worden betaald binnen een maand nadat de ontvanger der accijnzen heeft laten weten hoeveel het bedraagt".

B I J L A G E.

"ONTWERP VAN WET BETREFFENDE HET VERSTREKKEN VAN STERKE DRANK
VOOR GEBRUIK TER PLAATSE EN BETREFFENDE HET VERGUNNINGSRECHT.

- - - - -

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° sterke drank : drank die, bij een temperatuur van twintig graden Celsius, voor meer dan tweeëntwintig volumepercenten uit alcohol bestaat;

2° ... (zie advies).

.../...

Artikel 2.-

§ 1. Het verkopen en aanbieden, zelfs gratis, in welke hoeveelheid ook, van sterke drank voor gebruik ter plaatse en het laten gebruiken van zodanige drank zijn, in voor het publiek toegankelijke plaatsen, verboden aan wie niet in het bezit is van de vereiste vergunning. Met voor het publiek toegankelijke plaatsen worden gelijkgesteld de lokaliteiten waar de leden van een vereniging of van een groepering uitsluitend of voornamelijk bijeenkomen om sterke drank of gegiste drank te gebruiken of om kansspelen te bedrijven.

§ 2. De vergunning wordt afgegeven door de Minister van Financiën of zijn gemachtigde.

(tweede lid : zie advies).

In die aangifte moeten nauwkeurig de tot drankgelegenheid bestemde lokaliteiten alsook hun huurwaarde worden vermeld. Zij moet vergezeld gaan van :

- 1° (zie advies) ...;
- 2° een verklaring van hygiëne, afgegeven door het bevoegde gemeentebestuur, waaruit blijkt dat de drankgelegenheid voldoet aan de eisen gesteld ter uitvoering van artikel 5;
- 3° een verklaring van zedelijkheid, afgegeven door hetzelfde bestuur, waaruit blijkt dat de houder van de drankgelegenheid en de bij hem inwonende personen die aan de exploitatie van de drankgelegenheid ... (zie advies) ... deelnemen, zich niet bevinden, de enen in een van de gevallen van uitsluiting bepaald in artikel 6, 2° tot 9°, de anderen in een van de gevallen van uitsluiting bepaald in artikel 6, 2° tot 8°.

.../...

Het plan en de verklaring van hygiëne zijn niet vereist als het gaat om een reizende drankgelegenheid of om een occasionele drankgelegenheid.

(vijfde lid : zie advies).

(zesde lid : zie advies).

§ 3. (zie advies).

Artikel 3.-

Houders van een drankgelegenheid, die geen vergunning bezitten, mogen geen enkele hoeveelheid sterke drank voorhanden hebben :

1° in de lokaliteiten waar de verbruikers toegang hebben;

2° in de overige gedeelten van de inrichting, en ook niet in de belendende woning.

Artikel 4.-

(eerste lid : zie advies).

De terrassen op de openbare weg die deel uitmaken van een inrichting met een vergunning, vallen niet onder dat verbod.

(derde lid : zie advies).

Hetzelfde verbod is van toepassing op inrichtingen gelegen op het domein van de autosnelwegen.

.../...

Artikel 5.-

Elke drankgelegenheid ... (zie advies).

Artikel 6.-

§ 1. (zie advies) ... :

- 1° zij die het vergunningsrecht niet volledig hebben betaald;
- 2° zij die veroordeeld zijn tot een criminele straf;
- 3° zij die veroordeeld zijn wegens een van de misdrijven omschreven in de hoofdstukken IV, V, VI en VII van titel VII van Boek II van het Strafwetboek;
- 4° zij die veroordeeld zijn wegens heling;
- 5° zij die veroordeeld zijn hetzij wegens het houden van een speelhuis, hetzij wegens het onwettig aanvaarden van weddenschappen op paardenwedrennen, hetzij wegens het houden van een kantoor voor andere weddenschappen dan op paardenwedrennen;
- 6° zij die vallen onder artikel 80 van de wet van 12 juli 1978 betreffende het accijnsregime van alcohol;
- 7° zij die een huis van ontucht of een inrichting voor geheime prostitutie houden of hebben gehouden; het verval bestaat zodra het houden van zulk een huis of inrichting is vastgesteld door een vóór 24 september 1948 genomen beslissing van het college van burgemeester en schepenen, of door een rechterlijke beslissing (zie opmerking in het advies);

.../...

- 8° zij die hun drankgelegenheid exploiteren in een gebouw waarin een arbeidsbemiddelingsbureau, een bevrachtungskantoor of een aanwervingsbureau gevestigd is, behalve wanneer dat bureau of dat kantoor geen andere toegang naar de drankgelegenheid heeft dan de openbare weg;
- 9° de onbekwamen, met uitzondering van de minderjarigen die de leeftijd van achttien jaar hebben bereikt en die wettelijk gemachtigd zijn om handel te drijven; dit verbod geldt niet wanneer de drankgelegenheid feitelijk geëxploiteerd wordt door een vertegenwoordiger van de onbekwame.

§ 2. ... (zie advies).

Artikel 7.-

Rechtspersonen mogen geen houder zijn van een drankgelegenheid waar sterke drank voor gebruik ter plaatse wordt verstrekt, noch aan de exploitatie van zodanige drankgelegenheid deelnemen :

- 1° wanneer zij zich bevinden in een van de gevallen bedoeld in artikel 6, 1° en 8°;
- 2° wanneer een van hun organen of van hun vertegenwoordigers die zich in een van de in artikel 6, 2° tot 7° en 9°, bedoelde gevallen bevindt, belast is met het vervullen van de bij deze wet opgelegde wettelijke verplichtingen of op enigerlei wijze betrokken is bij de exploitatie van een drankgelegenheid waar sterke drank voor gebruik ter plaatse wordt verstrekt.

.../...

Artikel 8.-

(eerste lid : zie advies).

Het verkopen van mee te nemen sterke drank aan minder-jarigen beneden 18 jaar is verboden.

Artikel 9.-

§ 1. ... (zie advies)

Het vergunningsrecht mag in geen geval meer bedragen dan frank.

§ 2. Voor de inrichtingen met gemakkelijkheden of inrichtingen die open blijven na middernacht wordt het vergunningsrecht verhoogd met percent.

§ 3. Het vergunningsrecht is op eenvormige wijze vastgesteld op :

1° frank per kalenderjaar voor de reizende drankgelegenheden;

2° frank per exploitatiedag voor de occasionele drankgelegenheden. Het dekt de exploitatie gedurende een ononderbroken periode van 24 uren, te rekenen van de opening van de drankgelegenheid, en is geheel verschuldigd voor iedere begonnen periode.

Artikel 10 (artikel 9, paragrafen 4 en 5, van het ontwerp).

§ 1. Voor de toepassing van § 1 van artikel 9 :

1° wordt onder tot drankgelegenheid bestemde lokaliteiten verstaan elke plaats, ook in de open lucht, waar een houder van een drankgelegenheid drank verkoopt, aanbiedt of laat gebruiken;

.../...

- 2° is de werkelijke huurwaarde die welke blijkt uit huurovereenkomsten, huurkwitanties of andere deugdelijk en normaal bevonden bescheiden;
- 3° wordt onder vermoedelijke huurwaarde verstaan, de mogelijke huuropbrengst - huurprijs en andere voordelen - van de niet verhuurde dan wel op abnormale wijze verhuurde drankgelegenheden, alsmede van de drankgelegenheden waarvan de lokaliteiten slechts een gedeelte uitmaken van het door de houder in huur genomen onroerend goed.

De vermoedelijke huurwaarde van de tot drankgelegenheid bestemde lokaliteiten wordt vastgesteld door vergelijking met de werkelijke huurwaarde van andere drankgelegenheden met gelijkaardige ligging en huuropbrengst of door een vergelijkende waardering van de werkelijke huurwaarde van het door de houder in huur genomen onroerend goed of gedeelte daarvan. Die vermoedelijke huurwaarde wordt bepaald door de controleur van de accijnzen van het gebied, die vooraf het advies inwint van een door het gemeentebestuur aangewezen deskundige. Ingeval die vermoedelijke huurwaarde betwist wordt, wordt het geschil beslecht volgens een ... (zie advies) vast te stellen procedure;

- 4° wordt in aanmerking genomen het bevolkingscijfer volgens de jongste tienjaarlijkse volkstelling, bekendgemaakt vóór het jaar waarvoor het vergunningsrecht verschuldigd is.

§ 2. De in aanmerking te nemen huurwaarde is die op 1 januari 1983. Deze waarde wordt om de vijf jaar herzien.

.../...

Artikel 11 (artikel 9, paragrafen 6 en 7, van het ontwerp).

§ 1. Voor de toepassing van § 3, 1°, van artikel 9 wordt onder reizende drankgelegenheid verstaan, die gehouden in boten, schepen, spoorwagens of andere voertuigen, alsmede in kramen of andere inrichtingen die van de ene naar de andere plaats plegen te worden overgebracht.

§ 2. Voor de toepassing van § 3, 2°, van artikel 9 wordt onder occasionele drankgelegenheid verstaan, de vooraf als dusdanig aangegeven drankgelegenheid die, naar aanleiding van om het even welke gebeurtenis van voorbijgaande aard, ten hoogste tienmaal per jaar en telkens voor niet langer dan vijftien opeenvolgende dagen wordt gehouden door een kring, een maatschappij of een ... (zie advies)

De drankgelegenheden gehouden op tentoonstellingen en op jaarbeurzen worden eveneens geacht occasionele drankgelegenheden te zijn ... (zie advies).

Artikel 12 (artikel 9, paragraaf 8, van het ontwerp).

(eerste lid : zie advies).

Het eventuele aanvullend recht verschuldigd ingevolge de vaststelling van de huurwaarde door de controleur van de accijnzen, bedoeld in § 1, 3°, van artikel 10, moet worden betaald binnen tien dagen na de kennisgeving ervan. Een bezwaarschrift ingediend tegen de schatting door de controleur der accijnzen, schorst de opvorderbaarheid van het aanvullend recht niet.

.../...

Bij niet tijdige betaling van de als vergunningsrecht verschuldigde sommen, worden deze verhoogd met een interest berekend tegen het percent en volgens de regels toepasselijk inzake invoerrecht en accijnzen.

Artikel 13 (artikel 10 van het ontwerp).

De ... (zie advies) ... bepaalt de nadere regels voor heffing en invordering van het vergunningsrecht, de wijze waarop en de termijn waarbinnen de bezwaarschriften op straffe van verval, moeten worden ingediend, alsmede de kenmerken van het in artikel 2, § 3, bedoelde bord en de voorwaarden waaronder het wordt afgegeven.

Artikel 14 (artikel 11 van het ontwerp).

§ 1. Gedurende de hele tijd dat de drankgelegenheid waarin sterke drank wordt verstrekt voor de verbruikers toegankelijk is, kunnen de in artikel 16 genoemde personen, zonder bijstand, een visitatie verrichten van alle gedeelten van de inrichting, met inbegrip van de aanhorigheden, waartoe de verbruikers toegang hebben ongeacht of die lokaliteiten al dan niet zijn aangegeven als tot drankgelegenheid bestemd.

§ 2. Voor de visitatie van de niet voor de verbruikers toegankelijke gedeelten van de inrichting, voor de visitatie van de belendende woning, alsmede voor de visitatie van elk onroerend goed waarvan vermoed wordt dat er een drankgelegenheid wordt gehouden waar sterke drank wordt verstrekt, is verlof van de rechter in de politierechtbank vereist. Die visitaties moeten door ten minste twee ambtenaren worden verricht en mogen slechts tussen 5 en 21 uur plaatshebben.

.../...

§ 3. Gedurende de visitaties bedoeld in de §§ 1 en 2 van dit artikel, mogen de in artikel 16 genoemde personen :

- 1° kosteloos monsters nemen van de voorhanden drank; de exploitant moet op verzoek ook kosteloos de recipiënten leveren voor het bergen van die monsters;
- 2° ter plaatse inzage nemen van de facturen, boeken en andere geschriften betreffende de drankgelegenheid.

Artikel 15 (artikel 12 van het ontwerp).

Op de overtredingen van deze wet zijn de wets- en verordeningsbepalingen inzake douane en accijnzen van toepassing, inzonderheid de bepalingen betreffende het opstellen en het viseren van de processen-verbaal, het afgeven van het afschrift daarvan, de bewijskracht van die akten, de wijze van vervolging, de aansprakelijkheid, de medeplichtigheid, de poging tot omkoping en het recht van transactie.

Artikel 16 (artikel 13 van het ontwerp).

Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie, zijn de ambtenaren van het bestuur der douane en accijnzen, alsmede de leden van de rijkswacht en van de gemeentelijke politie bevoegd om, alleen, alle overtredingen van deze wet op te sporen en vast te stellen.

.../...

Artikel 17 (artikel 14 van het ontwerp).

(eerste lid : zie advies).

De rechter kan bovendien het verbod uitspreken om gedurende ten hoogste drie jaar dranken te verkopen of te verstrekken. Elke overtreding van dit verbod wordt gestraft met de straffen bepaald in artikel 10, 2°, van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap.

Artikel 18 (artikel 15 van het ontwerp).

§ 1. Elke handeling, elk verzuim of elke praktijk, die tot gevolg of tot doel heeft het bij deze wet bepaalde vergunningsrecht geheel of gedeeltelijk te ontduiken, wordt gestraft met een geldboete van tweemaal het verschuldigde recht, onverminderd de betaling van dat recht.

§ 2. Dit artikel is inzonderheid van toepassing op de overtredingen van het bepaalde in de artikelen 2, 3, 1°, en 9 ... (zie advies).

§ 3. In geval van herhaling, wordt de in § 1 bepaalde geldboete verdubbeld en wordt de overtreder bovendien gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand.

Artikel 19 (artikel 16 van het ontwerp).

§ 1. Met geldboete van vijfduizend frank tot vijftwintigduizend frank wordt gestraft :

.../...

- 1° elke overtreding van deze wet die niet strafbaar is gesteld in de artikelen 17 en 18;
- 2° elke overtreding van de besluiten vastgesteld ter uitvoering van deze wet;
- 3° elke weigering van visitatie of elk ander feit dat ertoe strekt de in artikel 14 bedoelde visitaties te verhinderen of te belemmeren;
- 4° (zie advies);
- 5° (zie advies).

§ 2. In geval van herhaling, wordt de in § 1 bedoelde geldboete verdubbeld.

Artikel 20 (artikel 17 van het ontwerp).

§ 1. In geval van overtreding van artikel 5 of van de besluiten ter uitvoering van artikel 5, wordt de sluiting van de drankgelegenheid uitgesproken tot voldaan is aan de eisen die door of krachtens die bepalingen zijn gesteld.

§ 2. In geval van overtreding van de artikelen 6, 1°, en 9 (zie advies), wordt de sluiting van de drankgelegenheid uitgesproken tot na betaling van het vergunningsrecht en van de geldboeten.

§ 3. In geval van overtreding van artikel 6, 2° tot 9°, en in geval van overtreding van de artikelen ... (zie advies) ... wordt de sluiting van de drankgelegenheid uitgesproken.

§ 4. (zie advies).

.../...

Artikel 21 (artikel 18 van het ontwerp).

De sterke drank die het voorwerp is van de overtredingen bedoeld in de artikelen 2, § 1, 3, 4 en 8, wordt in beslag genomen en verbeurd verklaard, ook wanneer hij geen eigendom is van de overtredders.

Artikel 22 (artikel 19 van het ontwerp).

Alle bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de strafbepalingen van deze wet.

Artikel 23 (artikel 20 van het ontwerp).

De veroordeling met uitstel en de opschorting van de uitspraak van de veroordeling, ingevoerd bij de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, zijn niet van toepassing op de in deze wet bepaalde straffen, met uitzondering van de hoofdgevangenisstraf en van de in ... (zie advies) ... bedoelde geldboete.

Artikel 24 (artikel 21 van het ontwerp).

Het vergunningsrecht wordt ingevorderd op de wijze bepaald in de artikelen ... (zie advies) ... van de algemene wet inzake douane en accijnzen.

Het voorrecht en de wettelijke hypotheek zoals ze inzake accijnzen gelden, zijn van overeenkomstige toepassing.

Artikel 25 (artikel 22 van het ontwerp).

(zie advies).

.../...

Artikel 26 (artikel 23 van het ontwerp).

De wet van 29 augustus 1919 op het regime van de alcohol wordt opgeheven.

Overgangs- en slotbepalingen.

Artikel 27 (artikel 24 van het ontwerp).

§ 1. Het vergunningsrecht is voor de eerste maal verschuldigd voor het jaar 1983.

§ 2. Hij die de vergunning voor het jaar 1983 wenst te verkrijgen en die reeds, voor de toepassing van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, aan de ontvanger der accijnzen van zijn gebied de bij artikel 2, § 2, vereiste verklaringen heeft overgelegd, moet aan genoemde ontvanger een voorschot betalen op het definitief bedrag van het vergunningsrecht voor het jaar 1983.

Dat voorschot is gelijk aan het in artikel 9, § 1, bepaalde minimum. De betaling ervan geldt als voorlopige vergunning vanaf 1 januari 1983.

§ 3. (zie advies).

Artikel 28.-

(zie advies).

Artikel 29 (artikel 25 van het ontwerp).

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

Ch. HUBERLANT,
P. FINCOEUR,

R. PIRSON,

L. MATRAY,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier assumé.
toegevoegd griffier.

La concordance entre la
version française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté
par M. G. PIQUET, premier audi-
teur.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. G. PIQUET, eerste audi-
teur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY.

P. TAPIE.